

Le Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP)

Résumé descriptif de la certification **Code RNCP : 11338**

Intitulé

MASTER : MASTER Droit, économie, gestion, mention droit public, spécialité droit public général

AUTORITÉ RESPONSABLE DE LA CERTIFICATION	QUALITÉ DU(ES) SIGNATAIRE(S) DE LA CERTIFICATION
Université Rennes I	Président de l'université de Rennes I, Recteur Chancelier des Universités

Niveau et/ou domaine d'activité

I (Nomenclature de 1967)

7 (Nomenclature Europe)

Convention(s) :

Code(s) NSF :

128 Droit, sciences politiques, 128g Droit fiscal ; Droit des affaires ; Droit pénal ; Droit de l'environnement ; Droit de la santé ; Droit de la sécurité et de la défense ; Droit du transport etc

Formacode(s) :

Résumé du référentiel d'emploi ou éléments de compétence acquis

Liste des activités visées par le diplôme, le titre ou le certificat

Les diplômés du master Droit public spécialité Droit public général œuvrent :
dans les collectivités publiques (Etat, Région, Département, Communes, Etablissements Publics ...) et la fonction publique en tant que fonctionnaires ou contractuels. Ils y sont des juristes spécialisés
dans la mise en œuvre d'opérations d'urbanisme et d'aménagement, d'expropriation, de contrats de construction,
dans la passation des marchés, les contractualisations, les risques pénaux etc.
dans les stratégies de financement,
dans de grands groupes ou entreprises du secteur marchand : ils y sont des juristes spécialisés en marchés publics, délégation de services publics (gestion des déchets, eau, énergie)
Ils sont également magistrats administratifs ou avocats spécialisés dans le conseil et le contentieux en droit public : leurs clients sont soit des personnes publiques, soit des personnes privées voulant contester des décisions de l'administration.
Ils prennent en charge des programmes d'enseignement en droit public.

Compétences ou capacités évaluées

Le diplômé du master Droit public spécialité Droit public général, Expert en droit public, conseille les maîtres d'ouvrages publics ou privés.
En cela il
s'adapte au contexte normatif,
œuvre en fonction de l'environnement (culturel et fonctionnement) et des activités du conseil et du contentieux dans la dimension nationale et européenne : les institutions, les juridictions administratives, les services juridiques des collectivités, les services juridiques des entreprises du secteur marchand, les cabinets d'avocats,
maîtrise et met en œuvre les outils et techniques du conseil et du contentieux,
assiste et conseille les directions générales, apporte aux élus des arguments stratégiques d'aide à la décision,
élabore et utilise une veille juridique
recherche, lit, comprend, analyse et tire des enseignements des décisions de justice,
définit des montages juridiques et financiers et en établit la programmation,
rédige ou prépare la rédaction des actes juridiques,
évalue les risques de litige et/ou de contentieux,
prévient les litiges et/ou les contentieux, alerte les services sur les zones à risque (en matière d'hygiène et de sécurité par exemple ...),
propose des solutions en cas de litige et/ou de contentieux,
juge les litiges où est impliquée l'administration (quand il est avocat).
Il maîtrise
les outils et méthodologies de la rédaction de documents : contrats, notes, rapports, synthèses, mémoires en demande et défense,
l'expression orale : animation de réunions, entretiens de conseil, synthèses,
les fondements de la pédagogie,
les outils de l'animation et de la gestion de services, d'équipes et/ou de projets qui mettent en action des acteurs pluridisciplinaires.

Secteurs d'activité ou types d'emplois accessibles par le détenteur de ce diplôme, ce titre ou ce certificat

Secteurs d'activités

Au sein du **secteur public** et **dans les trois fonctions publiques (Etat, Territoriale, Hospitalière)** les diplômés peuvent s'insérer au sein d'une collectivité locale, d'un établissement public de coopération intercommunale, d'un établissement foncier et d'aménagement, d'un établissement hospitalier, d'un office public d'HLM, d'une société d'économie mixte, d'une agence d'urbanisme, d'un CAUE (conseil en architecture, urbanisme et environnement).

Métiers

Ils y seront, après réussite des concours ou, le cas échéant, en qualité de contractuel :
directeurs de cabinets, directeur des affaires générales, responsables des services contentieux, DRH, chargés de relations publiques, gestionnaire des marchés, responsable des marchés et des achats, directeur général des services, magistrats,

- commissaires de police, officiers des armées et gendarmerie nationale, commissaire aux armées, enseignant-chercheur

Secteurs d'activités et métiers

Dans le **secteur privé**, ils seront, à des postes d'encadrement et/ou de conseil, responsables juridiques, chefs de projet (sociétés de construction, agence immobilière, offices privés d'HLM), collaborateurs en droit de l'urbanisme (bureaux d'étude, offices notariaux, bureaux de géomètres experts, cabinets d'avocats ou d'architectes ...)

- juriste en entreprise, au sein d'un groupement d'intérêt public ou dans le secteur associatif
- avocats ...

Codes des fiches ROME les plus proches :

K2108 : Enseignement supérieur

K1901 : Aide et médiation judiciaire

K1903 : Défense et conseil juridique

K1401 : Conception et pilotage de la politique des pouvoirs publics

K1404 : Mise en œuvre et pilotage de la politique des pouvoirs publics

Modalités d'accès à cette certification

Descriptif des composantes de la certification :

Les deux premiers semestres du Master constituent un tronc commun qui prépare les étudiants aux professions juridiques du monde de l'entreprise ainsi qu'à la recherche fondamentale dans ce domaine.

Les deux semestres suivants apportent une spécialisation que les étudiants choisissent parmi les 4 parcours proposés.

Semestre 1 :

6 matières dont obligatoirement

- Droit Public des affaires,
- Droit de l'urbanisme,
- Protection internationale des Droits Fondamentaux,
- Grands dossiers de l'Administration.

Semestre 2 :

5 matières dont obligatoirement

- Droit Public des Affaires,
- Droit Constitutionnel comparé,
- Droit de l'Environnement,
- Droit Hospitalier
- 1 langue vivante appliquée au Droit

Semestre 3 :

- Droit constitutionnel
- Droit administratif,
- Finances publiques
- Théorie générale de l'Etat
- Droit International Public

Semestre 4 :

Finalité recherche : deux matières au choix parmi les 4 ci-dessous + stage de recherche

- Contentieux Constitutionnel
- Droit des collectivités territoriales
- Droit international Public,
- Droit de l'Union européenne et Convention européenne des droits de l'homme.

Finalité Professionnelle :

les trois matières ci-dessus + une matière supplémentaire du L3 au M2 + séminaire par des professionnels + stage professionnel

Validité des composantes acquises : illimitée

CONDITIONS D'INSCRIPTION À LA CERTIFICATION	OUINON	COMPOSITION DES JURYS
Après un parcours de formation sous statut d'élève ou d'étudiant	X	Enseignants-chercheurs et professionnels intervenant dans le diplôme
En contrat d'apprentissage	X	
Après un parcours de formation continue	X	Enseignants-chercheurs et professionnels intervenant dans le diplôme
En contrat de professionnalisation	X	

Par candidature individuelle	X	Enseignants-chercheurs et professionnels intervenant dans le diplôme
Par expérience dispositif VAE prévu en 2002	X	Enseignants-chercheurs et professionnels intervenant dans le diplôme

	OUI	NON
Accessible en Nouvelle Calédonie	X	
Accessible en Polynésie Française	X	

LIENS AVEC D'AUTRES CERTIFICATIONS

ACCORDS EUROPÉENS OU INTERNATIONAUX

Base légale

Référence du décret général :

Référence arrêté création (ou date 1er arrêté enregistrement) :

Pour le parcours Droit Public général : 1977, création du DEA Droit Public

Référence du décret et/ou arrêté VAE :

Références autres :

Pour plus d'informations

Statistiques :

Voir site SOIE Rennes 1 : www.soie.univ-rennes1.fr

Autres sources d'information :

<http://www.univ-rennes1.fr/>

www.soie.univ-rennes1.fr

<http://www.droit.univ-rennes1.fr/>

Université Rennes 1

Service Orientation Insertion Entreprise

Faculté de droit et de science politique

Lieu(x) de certification :

Université Rennes I : Bretagne - Ille-et-Vilaine (35) [Rennes]

Université de Rennes 1

2 rue du Thabor

CS 46510 - 35065 RENNES CEDEX

tél. 02 23 23 36 36

Lieu(x) de préparation à la certification déclarés par l'organisme certificateur :

Faculté de de droit et de science politique

9, rue Jean Macé

CS 54203

35042 Rennes Cedex

Téléphone : 02 23 23 76 76

Historique de la certification :

La spécialité « Droit public interne et international », finalité recherche, a pris en 2004 la suite du DEA « Droit Public » crée en 1977.

La spécialité « Contentieux des Personnes Publiques », finalité professionnelle, a pris la suite de l'option « Contentieux des Personnes Publiques » du DESS « Contentieux Judiciaire » (1997 - 2004).

En 2004, ces formations ont été rassemblées dans une Mention « Droit Public » qui comportait deux spécialités : « public interne et international », finalité recherche et « Contentieux des Personnes Publiques », finalité professionnelle